

Chambre des Représentants

SESSION 1983-1984

14 MAI 1984

PROJET DE LOI DE REDRESSEMENT

AMENDEMENTS

N° 22 EN ORDRE PRINCIPAL DE M. DESAEYERE

Art. 34.

Supprimer cet article.

N° 23 EN ORDRE PRINCIPAL DE M. DESAEYERE

Art. 39.

Supprimer cet article.

N° 24 DE M. DESAEYERE

Art. 40.

A. — En ordre principal :

Supprimer le § 3.

B. — En ordre subsidiaire :

(voir également les amendements en ordre principal n°s 22 et 23, supra).

1) Au § 3, après le chiffre « 9,5 % », insérer les mots « diminués de la différence entre le taux d'intérêt du marché pendant la première année de l'emprunt et le taux d'intérêt de l'emprunt ».

JUSTIFICATION

L'avantage octroyé par l'entreprise peut être considéré comme un élément du contrat de travail. Cet avantage a été fixé au moment de l'emprunt, si bien que seule la hausse du taux d'intérêt depuis lors devrait être soumise à l'impôt.

2) Compléter le § 3 par ce qui suit :

« La majoration d'impôt ainsi appliquée ne peut toutefois jamais dépasser par année 2 % du revenu imposable ».

Voir :

927 (1983-1984):

- N° 1: Projet de loi.
- N°s 2 à 7: Amendements.

Kamer van Volksvertegenwoordigers

ZITTING 1983-1984

14 MEI 1984

ONTWERP VAN HERSTELWET

AMENDEMENTEN

Nr. 22 IN HOOFDORDE VAN DE HEER DESAEYERE

Art. 34.

Dit artikel weglaten.

Nr. 23 IN HOOFDORDE VAN DE HEER DESAEYERE

Art. 39.

Dit artikel weglaten.

Nr. 24 VAN DE HEER DESAEYERE

Art. 40.

A. — In hoofdorde :

Paragraaf 3 weglaten.

B. — In bijkomende orde :

(zie eveneens de amendementen in hoofdorde nrs. 22 en 23, supra).

1) In § 3, na het cijfer « 9,5 % », de woorden « verminderd met het verschil tussen de marktrentevoet tijdens het beginjaar van de lening en de rentevoet van de lening » invoegen.

VERANTWOORDING

Het voordeel door het bedrijf toegekend kan beschouwd worden als een onderdeel van het arbeidscontract. Dit voordeel werd vastgesteld op het ogenblik van de lening, zodat enkel de stijging van de rentevoet sindsdien aan de belasting zou mogen onderworpen worden.

2) Paragraaf 3 aanvullen met wat volgt :

« De aldus ingevoerde belastingsverhoging mag per jaar echter nooit groter zijn dan 2 % van het belastbaar inkomen ».

Zie :

927 (1983-1984):

- Nr. 1: Wetsontwerp.
- Nrs. 2 tot 7: Amendementen.

JUSTIFICATION

Le Gouvernement s'efforce de limiter de manière générale la modération à environ un tiers de l'inflation soit 2 % : il paraît donc raisonnable de faire de même en ce qui concerne ces « dépenses fiscales ».

3) Compléter le § 3 par ce qui suit :

« L'impôt dû provisoire est déterminé sur la base de l'impôt ainsi calculée. L'impôt définitif est ensuite calculé proportionnellement après avoir déduit du revenu les avantages en nature correspondants ».

JUSTIFICATION

D'une part, il paraît illogique de taxer un revenu qui n'est pas perçu en argent. D'autre part, il paraît injuste que ces personnes ne soient absolument pas soumises à la progressivité du système d'imposition. Afin de tenir compte de cet effet, il est proposé d'appliquer la même technique que pour le décumul.

Exemple : pour un revenu de 400 000 francs + 100 000 francs en nature, le taux d'imposition moyen serait donc calculé sur base d'un revenu de 500 000 francs mais ce taux ne serait appliqué que sur 400 000 francs.

VERANTWOORDING

De Regering tracht voor iedereen de inlevering te begrenzen tot ongeveer één derde van de inflatie of 2 % : het lijkt dan ook redelijk dit ook te doen voor wat betreft deze « belastingsuitgave ».

3) Paragraaf 3 aanvullen met wat volgt :

« Op de aldus berekende grondslag van de belasting wordt de 'proviso' verschuldigde belasting berekend. De definitieve belasting wordt vervolgens evenredig bepaald door eerst van het inkomen de betreffende voordelen in natura afgetrokken te hebben ».

VERANTWOORDING

Langs de ene kant lijkt het onredelijk een inkomen dat niet in geld wordt ontvangen toch te belasten. Langs de andere kant echter komt het als onrechtvaardig over dat deze personen helemaal niet zouden onderworpen worden aan de progressiviteit van het belastingssysteem. Ten einde met dit effect rekening te houdend, wordt voorgesteld dat dezelfde techniek zou worden toegepast als bij de splitting.

Voorbeeld : bij een inkomen van 400 000 frank + 100 000 frank in natura zou dus het gemiddeld belastingspercentage worden vastgesteld op basis van een inkomen van 500 000 frank, doch dit percentage zou slechts op 400 000 frank worden toegepast.

W. DESAEYERE.

Nº 25 DE M. BURGEON

Art. 87 (nouveau).

Ajouter un article 87 (nouveau) rédigé comme suit :

« Art. 87. — L'application du chapitre I de l'arrêté royal n° 297 relatif aux charges, traitements, subventions-traitements et congés pour prestations réduites dans l'enseignement et les centres psycho-médico-sociaux est suspendue jusqu'au 1^{er} septembre 1985 ».

JUSTIFICATION

Le présent amendement vise à aboutir à la suspension de l'application de la mesure visant l'augmentation des charges dans l'enseignement afin de permettre un examen sérieux de mesures alternatives. Il doit, en effet, être possible de prendre d'autres mesures qui garantissent l'objectif budgétaire sans réduire brutalement de 4 000 unités l'emploi existant dans l'enseignement.

W. BURGEON.
G. COËME.

Nº 26 DE M. DESAEYERE

Art. 33bis (nouveau).

Insérer un article 33bis (nouveau), libellé comme suit :

« Art. 33bis. — A partir de 1985, un tableau détaillé des « dépenses fiscales » sera joint au budget des Voies et Moyens ».

VERANTWOORDING

Het onderhavige amendement heeft tot doel de toepassing van de maatregel met betrekking tot de verhoging van de opdrachten in het onderwijs te doen opschorten om een ernstig onderzoek van de alternatieve voorstellen mogelijk te maken. Het moet immers mogelijk zijn andere maatregelen te nemen die hetzelfde budgettaire doel garanderen zonder het aantal betrekkingen in het onderwijs brutaalweg met 4 000 te verminderen.

Nº 27 DE M. WILLOCKX ET CONSORTS

Art. 33.

Remplacer le texte de cet article par ce qui suit :

« Art. 33. — Dans l'article 7, § 2, du Code des impôts sur les revenus, modifié par l'article 1^{er} de la loi du 19 juillet 1979 :

» 1^o au premier alinéa, la référence au « § 1^{er}, 2^o, b et c » est remplacée par « § 1^{er}, 2^o, c ».

Nr. 26 VAN DE HEER DESAEYERE

Art. 33bis (nieuw).

Een artikel 33bis (nieuw) invoegen, luidend als volgt :

« Art. 33bis. — Bij de rijksmiddelenbegroting zal vanaf 1985 een gedetailleerde tabel worden gevoegd van de zogenaamde « belastingsuitgaven ».

W. DESAEYERE.

Nr. 27 VAN DE HEER WILLOCKX C.S.

Art. 33.

De tekst van dit artikel vervangen door wat volgt :

« Art. 33. — In artikel 7, § 2, van het Wetboek van de Inkomenbelastingen gewijzigd bij artikel 1 van de wet van 19 juli 1979 wordt :

» 1^o in het eerste lid de verwijzing naar « § 1, 2^o, b en c », vervangen door « § 1, 2^o, c ».

« 2^o un deuxième alinéa, nouveau, est inséré, libellé comme suit :

» Le montant net des loyers et charges locatives des biens immobiliers visés au § 1^{er}, 2^o, b, s'entend de leur montant brut diminué des dépenses ou charges que le contribuable justifie avoir effectuées ou supportées au cours de la période imposable dans le but d'acquérir ou de conserver ces revenus. »

JUSTIFICATION

L'article 7, § 1^{er}, 2^o, b, du Code des impôts sur les revenus définit que le revenu des immeubles sis en Belgique, qui sont donnés en location et affectés par le locataire à l'exercice de son activité professionnelle, s'entend du revenu cadastral augmenté de la partie du montant net du loyer et des charges locatives qui dépasse le revenu cadastral.

D'autre part, l'article 7, § 2, du même Code établit qu'en ce qui concerne les immeubles bâtis, le montant net du loyer et des charges locatives s'entend de leur montant brut diminué, pour frais d'entretien et de réparation, de 40 %. Pour les immeubles non bâtis, le même article prévoit une déduction de 10 % pour frais d'entretien et de réparation.

On constate que ces dispositions sont, en ce qui concerne la déduction des frais, sujettes à des abus de la part de contribuables, en particulier des sociétés qui prennent en location des biens appartenant à leurs associés ou principaux actionnaires — dans nombre de cas les véritables propriétaires de la société — et qui déduisent à leur profit l'entièreté du loyer, tandis que le propriétaire du bien immobilier n'est imposé que sur partie de ce bien du fait de la déduction forfaitaire de 40 % et 10 %.

On peut réagir à cela de deux manières. Soit en abaissant et en limitant le forfait comme le propose le Gouvernement dans l'article 33 du projet de loi de redressement. Soit en abandonnant la notion de forfait dans le calcul de la déduction des frais d'entretien et de réparation au profit de celle des frais réels, suivant en cela la décision prise il y a des années déjà au sujet du revenu brut.

Au contraire du forfait, ce mode de calcul présente plus d'un avantage :

- si des propriétaires ont des frais dépassant le forfait, ils peuvent les déduire entièrement — ces frais devant par la suite faire l'objet d'un contrôle rigoureux;
- les propriétaires qui ne supportent pas ou très peu de frais en s'en déchargeant en tout sur le locataire sans que cela ne se ressente dans le loyer, bénéficient encore, même dans le cadre du forfait limité, d'une déduction beaucoup trop importante.

L'amendement proposé vise à mettre un terme à toutes les formes possibles d'utilisation impropre en supprimant tout forfait pour ces revenus. L'abus ne sera ainsi plus possible qu'au moyen de faux en écritures, pour lesquels les peines nécessaires existent déjà de longue date dans les différents codes.

N° 28 DE M. WILLOCKX ET CONSORTS.

Art. 38.

Faire précéder le 1^o actuel par un nouveau 1^o libellé comme suit :

« 1^o au § 2, 1^o et 3^o, les mots « ce montant étant diminué de 10 000 francs » sont supprimés. »

JUSTIFICATION

Avant l'entrée en vigueur de la loi du 11 avril 1983 chaque contribuable pouvait encore déduire 10 000 francs de ses revenus professionnels (ancien art. 62). Il est évident que le législateur en tenait compte pour le calcul de la réduction spécifique pour les revenus de remplacement.

Etant donné que cet abattement de 10 000 francs a été supprimé pour toutes les personnes bénéficiant de revenus professionnels, il n'y a aucune raison de maintenir cette déduction pour le calcul de la réduction pour les revenus de remplacement.

Puisque des catégories entières de la population ne doivent pas contribuer à l'effort de modération (administrateurs, associés, rentiers, actionnaires, propriétaires, etc.) il ne nous paraît pas justifié d'imposer en fait une double modération aux bénéficiaires de revenus de remplacement.

« 2^o een nieuw tweede lid tussengevoegd dat luidt als volgt :

» Onder nettobedrag van de huurprijzen en huurlasten van de onroerende goederen beoogd in § 1, 2^o, b, wordt verstaan hun brutobedrag verminderd met de uitgaven of lasten, die de belastingplichtige verantwoordt gedurende het belastbare tijdperk te hebben gedaan of gedragen om die inkomsten te verkrijgen of te behouden. »

VERANTWOORDING

Artikel 7, § 1, 2^o, b, van het Wetboek van de Inkomstenbelastingen bepaalt dat het inkomen van in België gelegen onroerende goederen die worden verhuurd en door de huurder voor beroepsdoeleinden zijn gebruikt, gelijk is aan het kadastraal inkomen verhoogd met het gedeelte van het nettobedrag van de huurprijs en huurlasten dat hoger ligt dan het kadastraal inkomen.

Anderzijds stelt artikel 7, § 2, van hetzelfde Wetboek dat wat de gebouwde onroerende goederen betreft, onder het nettobedrag van de huurprijs en huurlasten moet worden verstaan het brutobedrag verminderd, uit hoofde van onderhouds- en herstellingskosten, met 40 %. Voor ongebouwde onroerende goederen wordt voor de onderhouds- en herstellingskosten een aftrek van 10 % voorzien.

Er wordt vastgesteld dat deze bepalingen wat betreft de kostenafname worden misbruikt door belastingplichtigen, inzonderheid vennootschappen die goederen huren van hun vennooten of belangrijke aandeelhouders — in vele gevallen de feitelijke eigenaars van de zaak — die de huurprijs in hunnen hoofde volledig af trekken terwijl de eigenaar van het onroerend goed slechts op een gedeelte ervan belast wordt gezien de forfaitaire aftrek van 40 % en 10 %.

Hiertegen kan op twee manieren opgetreden worden. Ofwel door het forfait te verlagen en te beperken zoals de Regering voorstelt in het artikel 33 van het ontwerp van herstelwet. Ofwel door, zoals jaren geleden reeds beslist werd voor het bruto-inkomen, ook voor de aftrek van onderhouds- en herstellingswerken af te stellen van elk forfait en over te gaan naar werkelijke kosten.

In tegenstelling tot het forfait heeft dit meerdere voordelen :

- indien eigenaars meer kosten hebben dan de forfaitair aanvaarde mogen ze deze volledig inbrengen — waarna deze wel ernstig moeten gecontroleerd worden;
- eigenaars die zelf geen of erg weinig kosten dragen en alles afwachten op de huurder, zonder dat dit tot uiting komt in de huurprijs, krijgen zelfs met het beperkte forfait nog een veel te grote aftrek.

Het voorgestelde amendement wenst af te rekenen met alle mogelijke vormen van oneigenlijk gebruik door elke forfait of te schaffen voor deze inkomsten. Misbruik zal op deze wijze nog slechts mogelijk worden door het plegen van valsheid in geschrifte, waarvoor de nodige straffen reeds lang voorzien werden in de verschillende wetboeken.

Nr. 28 VAN DE HEER WILLOCKX C.S.

Art. 38.

Het huidige 1^o laten voorafgaan door een nieuw 1^o luidend als volgt :

« 1^o in § 2, 1^o en 3^o, worden de woorden « welk bedrag wordt verminderd met 10 000 frank » geschrapt. »

VERANTWOORDING

Tot vóór de wet van 11 april 1983 mocht elke belastingplichtige van zijn bedrijfsinkomsten nog 10 000 frank aftrekken (oud art. 62). Vandaar dan ook dat de wetgever voor het berekenen van de specifieke vermindering voor vervangingsinkomens hiermee rekening hield.

Nu die 10 000 frank aftrek moet ingeleverd worden door iedereen met bedrijfsinkomsten, is er geen reden meer om die aftrek van 10 000 bij de berekening van de vermindering voor vervangingsinkomens te behouden.

Het lijkt ons onverantwoord op een ogenblik dat hele groepen van de bevolking niet bij de inlevering worden betrokken (beheerders, vennooten, rentniers, aandeelhouders, huisjesmelkers, enz.) voor de trekkers van vervangingsinkomsten nog eens een inlevering binnen de inlevering te voorzien.

N° 29 DE M. WILLOCKX ET CONSORTS.

Art. 38.

Remplacer le 3^e par ce qui suit :

« 3^e Le § 4 est remplacé par ce qui suit :

» § 4. La réduction visée au § 2 n'est :

» 1^o pour les ménages dont les deux conjoints bénéficient de revenus professionnels :

» — lorsque le montant de l'ensemble des revenus nets des différentes catégories visées à l'article 6 est, après application de l'article 71, compris entre 750 000 et 1 500 000 francs, accordée qu'à concurrence d'une quotité déterminée par le rapport qu'il y a entre, d'une part, la différence entre ces revenus et 750 000 francs et, d'autre part, 750 000 francs;

» — elle n'est pas accordée lorsque le montant de l'ensemble des revenus nets des différentes catégories visées à l'article 6 est, après application de l'article 31, de 1 500 000 francs ou plus.

» 2^o pour tous les autres contribuables :

» — elle n'est, lorsque le montant de l'ensemble des revenus nets des différentes catégories visées à l'article 6 est, après application de l'article 71, compris entre 600 000 et 1 200 000 francs, accordée qu'à concurrence d'une quotité déterminée par le rapport qu'il y a entre, d'une part, la différence entre ces revenus et 600 000 francs et, d'autre part, 600 000 francs;

» — elle n'est pas accordée lorsque le montant de l'ensemble des revenus nets des différentes catégories visées à l'article 6 est, après application de l'article 71, de 1 200 000 francs ou plus. »

JUSTIFICATION

Cet amendement vise à instaurer un démantèlement uniforme de la réduction d'impôts pour tous les revenus de remplacement. Il n'est pas justifié tant pour des raisons d'équité que dans un souci de simplification du C.I.R., de prévoir, dans un même article qui a trait aux revenus de remplacement, dont la finalité est tout de même chaque fois identique, un traitement extrêmement divergent, selon qu'il s'agit d'allocations de chômage ou d'autres revenus de remplacement.

En second lieu, nous proposons d'instaurer une autre différence, selon qu'il s'agit ou non d'un ménage dans lequel les deux conjoints bénéficient de revenus professionnels. La sécurité sociale est un secteur pour lequel chaque assuré continue de payer individuellement. Un homme et une femme qui travaillent tous les deux et ont le même revenu qu'une tierce personne ayant qualité d'isolé ou d'unique gagne-pain du ménage paient deux fois plus de cotisations à la sécurité sociale. Nous pouvons comprendre que ceci ne puisse pas immédiatement leur donner droit au double, mais nous estimons qu'une distinction telle qu'elle est proposée dans l'amendement est tout à fait équitable.

N° 30 DE M. WILLOCKX ET CONSORTS.

Art. 38bis (nouveau).

Insérer un article 38bis (nouveau) libellé comme suit :

« Art. 38bis. — § 1^{er}. L'article 220bis du même code, inséré par l'article 36 de la loi du 28 décembre 1983, est abrogé.

» § 2. L'article 74 de la loi du 28 décembre 1983 est abrogé. »

JUSTIFICATION

En plusieurs endroits du Code des Impôts sur les Revenus, l'obtention ou le maintien d'une exonération ou d'une réduction dépend du non-dépassement d'un plafond de revenus, généralement défini comme étant « l'ensemble des revenus nets des catégories mentionnées à l'article 6 ».

A la lecture de cet article, on constate que ces différentes catégories couvrent à la fois les revenus mobiliers, immobiliers, divers et professionnels. Ce plafond de revenus se retrouve à plusieurs endroits du code.

Nr. 29 VAN DE HEER WILLOCKX C.S.

Art. 38.

Het 3^e vervangen door wat volgt :

« 3^e § 4 wordt vervangen door wat volgt :

» § 4. De in § 2 bedoelde vermindering wordt :

» 1^o voor gezinnen waarvan beide echtgenoten bedrijfsinkomsten genieten :

» — wanneer het bedrag van de gezamenlijke netto-inkomsten van de verschillende in artikel 6 bedoelde categorieën, na toepassing van artikel 71, begrepen is tussen 750 000 en 1 500 000 frank, slechts verleend tot beloop van een gedeelte dat wordt bepaald door de verhouding tussen eensdeels het verschil tussen deze inkomsten en 750 000 frank en anderdeels 750 000 frank;

» — wanneer het bedrag van de gezamenlijke netto-inkomsten van de verschillende in artikel 6 bedoelde categorieën, na toepassing van artikel 71, 1 500 000 frank of meer bedraagt, niet verleend.

» 2^o voor alle andere belastingplichtingen :

» — wanneer het bedrag van de gezamenlijke netto-inkomsten van de verschillende in artikel 6 bedoelde categorieën, na toepassing van artikel 71, begrepen is tussen 600 000 en 1 200 000 frank, slechts verleend tot beloop van een gedeelte dat wordt bepaald door de verhouding tussen eensdeels het verschil tussen deze inkomsten en 600 000 frank en anderdeels 600 000 frank;

» — wanneer het bedrag van de gezamenlijke netto-inkomsten van de verschillende in artikel 6 bedoelde categorieën, na toepassing van artikel 71, 1 200 000 frank of meer bedraagt, niet verleend. »

VERANTWOORDING

Dit amendement strekt ertoe een uniforme afbouw te voorzien van de belastingvermindering voor alle vervangingsinkomens. Het is onverantwoord zowel vanuit het oogpunt van de rechtvaardigheid, als m.b.t. de vereenvoudiging van het W.I.B., in eenzelfde artikel voor vervangingsinkomsten, die dan toch telkens hetzelfde doel hebben, een ver uiteengedreven verschillende behandeling te voorzien, naargelang het gaat om werkloosheidsuitkeringen of andere vervangingsinkomens.

In de tweede plaats bouwen wij wel een ander verschil in, naargelang het al dan niet een gezin betreft waarin beide partners bedrijfsinkomsten bezitten. De sociale zekerheid is iets waarvoor elke verzekerde nog altijd individueel betaalt. Een man en een vrouw die beide gaan werken en allebei hetzelfde inkomen hebben als een derde die alleenstaande is of enige inkomstenrekker in het gezin, betalen dubbel zoveel bijdragen aan de sociale zekerheid. Wij kunnen begrijpen dat dit deze mensen niet onmiddellijk recht geeft op het dubbele, maar vinden een onderscheid zoals dit voorzien wordt in dit amendement niet meer dan rechtvaardig.

Nr. 30 VAN DE HEER WILLOCKX C.S.

Art. 38bis (nieuw).

Een artikel 38bis (nieuw) invoegen, luidend als volgt :

« Art. 38bis. — § 1. Artikel 220bis van hetzelfde wetboek, ingevoegd door artikel 36 van de wet van 28 december 1983, wordt opgeheven.

» § 2. Artikel 74 van de wet van 28 december 1983 wordt opgeheven. »

VERANTWOORDING

Op meerdere plaatsen in het Wetboek van de Inkomstenbelastingen wordt voor het bekomen of behouden van een vrijstelling of vermindering verwezen naar een inkomensgrens, die meestal omschreven wordt als « de gezamenlijke netto-inkomsten van de in artikel 6 vermelde categorieën ».

Wanneer men artikel 6 van hetzelfde wetboek naleest, merkt men dat met de verschillende categorieën dan de roerende, onroerende, diverse en bedrijfsinkomsten worden bedoeld. Dergelijke inkomensgrens vindt men over meerdere plaatsen verspreid terug in het wetboek.

Ainsi par exemple, un plafond de 950 000 francs est mentionné à l'article 10, § 1^{er}, troisième alinéa, qui a trait à la réduction de moitié du reste du revenu cadastral.

Une référence à l'ensemble des revenus nets des catégories visées à l'article 6 se retrouve également à l'article 71, § 2, à l'article 80, à l'article 81, § 4, à l'article 87bis et probablement dans d'autres articles encore.

Si nous voulons que ces articles soient effectivement appliqués, la seule solution est d'inscrire à nouveau dans le code l'obligation de déclarer les revenus mobiliers. Force est en effet de constater que provisoirement aucune autre proposition, applicable en pratique, n'a été formulée.

Si l'on abroge à nouveau l'article 220bis, l'article 74 de la loi du 28 décembre 1983 devient sans objet.

Le but est d'abroger les deux articles à partir de l'année d'imposition 1985. Nous supposons que cela résulte logiquement du contenu de l'actuel article 40 qui concerne les articles 33 à 39 — y compris donc l'article 38bis.

N° 31 DE M. WILLOCKX ET CONSORTS.

Art. 39bis (*nouveau*).

Insérer un article 30bis (*nouveau*), libellé comme suit :

« Art. 39bis. — La circulaire du 8 août 1983 de l'administration des contributions directes, Direction II/6 n° Ci RH624/325.294 relative au régime d'imposition particulier pour certains cadres étrangers est rapportée ».

N° 32 DE M. WILLOCKX ET CONSORTS.

Art. 40.

Au § 1^{er}, remplacer le chiffre « 39 » par le chiffre « 39bis ».

JUSTIFICATION

La circulaire dont il est question à l'amendement n° 31 devrait être rapportée pour plusieurs raisons.

La première concerne la légalité.

La Constitution confère uniquement au Parlement, c'est-à-dire au législateur, le droit et le pouvoir d'imposer les revenus et/ou d'accorder des réductions d'impôts. Le Roi ne peut le faire que dans la mesure où le législateur l'en charge et exclusivement dans des limites très rigoureuses. Toutefois, par la circulaire susvisée, l'administration s'est arrogé le droit d'élaborer une formule de frais très spécifiques pour une catégorie déterminée de contribuables sans en avoir été chargée par le législateur et sans contrôle ni notification.

Qui plus est, des négociations sont menées depuis plus de six mois déjà avec des Chambres de Commerce étrangères, à l'insu du législateur, c'est-à-dire sans que l'administration ait pu être investie d'un mandat officiel à cet effet.

Nous insistons dès lors pour que cette circulaire soit rapportée. Si elle ne l'est pas, on créera un précédent et dans ce cas, la commission de même que le Parlement tout entier n'auront rien de mieux à faire que de rendre leur tablier et le Ministre des Finances modifiera la loi par voie de circulaires selon son bon vouloir — dans le secret et sans devoir se justifier à l'égard de personne, ni du Gouvernement, ni de son propre groupe à l'intérieur de la majorité, ni de son partenaire de coalition, ni de l'opposition — pour ne pas parler de l'électeur.

Le Ministre des Finances reste évidemment libre de reprendre le contenu de la circulaire dans un projet de loi, dont nous préparerons très sérieusement la discussion tant au sein de cette commission qu'en séance plénière. Comme je l'ai déjà souligné précédemment, il s'agit en effet ici d'une matière importante qui mérite que l'on adopte un point de vue nuancé.

La manière dont le problème est résolu actuellement revient à la fois à faire offense à la Constitution et à méconnaître le rôle des Chambres législatives.

De plus, la circulaire est un mécanisme de protection qui pour tout avantage accordé à juste titre donne lieu à deux ou à plusieurs abus. La circulaire entraîne dès lors une dépense fiscale à laquelle il convient de mettre immédiatement un terme dans sa forme actuelle.

En prévoyant à l'article 40 que la circulaire ne cessera de produire ses effets qu'à partir du 1^{er} janvier 1984, nous laissons encore finalement au Ministre et à l'administration le temps de déposer d'ici la fin de cette année un projet de loi pour les revenus 1984, année d'imposition 1985, pour éviter tout vide fiscal pour les contribuables concernés.

Zo duikt b.v. een grensinkomen van 950 000 frank op in artikel 10, § 1, derde lid, met betrekking tot het halveren van de rest van het kadastraal inkomen.

Men vindt een verwijzing naar de gezamenlijke netto-inkomsten van de in artikel 6 vermelde categorieën ook terug in artikel 71, § 2, in artikel 80, in artikel 81, § 4, in artikel 87bis en waarschijnlijk nog andere.

Willen wij deze artikelen hun toepassing laten vinden dan kan dit niet anders dan door de aangifteplicht voor roerende inkomsten weer in het wetboek te schrijven. Voorlopig werd hier immers nog geen ander praktisch toepasbaar voorstel ingediend.

Door het artikel 220bis weer te schrappen, verliest artikel 74 van de wet van 28 december 1983 elke grond van bestaan.

Het is de bedoeling beide artikelen op te heffen met ingang van het a.slagjaar 1985. We veronderstellen dat dit logisch volgt uit de huidige inhoud van artikel 40 die betrekking heeft op de artikelen 33 tot 39 — met inbegrip dus van artikel 38bis.

Nr. 31 VAN DE HEER WILLOCKX C.S.

Art. 39bis (*nieuw*).

Een artikel 39bis (*nieuw*) invoegen, luidend als volgt :

« Art. 39bis. — De circulaire van 8 augustus 1983 van de administratie der directe belastingen, Directie II/6 nr. Ci RH624/325.294 met betrekking tot het bijzonder aanslagstelsel voor sommige buitenlandse kaderleden, wordt opgeheven ».

Nr. 32 VAN DE HEER WILLOCKX C.S.

Art. 40.

In § 1, het cijfer « 39 » vervangen door het cijfer « 39bis ».

VERANTWOORDING

Er zijn meerdere redenen waarom de circulaire waarvan sprake in amendement nr. 31 zou moeten opgeheven worden.

Vooreerst is er de wettelijkheid.

De Grondwet geeft alleen het Parlement — de wetgever dus het recht en de bevoegdheid belastingen op te leggen en/of te verminderen. De Koning kan dit slechts in zoverre de wetgever hem daartoe opdracht geeft en dan nog maar binnen zeer strikte perken. Met de hogervermelde circulaire is het echter zo dat de administratie zonder opdracht van de wetgever en zonder controle of kennisgeving, zichzelf het recht toegeëigend heeft een zeer eigen kostenformule te ontwikkelen voor een bepaalde groep belastingplichtigen.

Meer nog, zonder de wetgever te kennen worden er reeds meer dan een half jaar lang onderhandelingen gevoerd met buitenlandse Kamers van Koophandel, zonder dat hiertoe officieel een opdracht kan bestaan.

Wij vragen dan ook met nadruk de opheffing van deze circulaire. Anders wordt hier een precedent gecreëerd waarbij deze commissie en heel het Parlement trouwens gewoon beter hun boeken kunnen sluiten en de Minister van Financiën de wet langs circulaires wijzigt naar eigen goeddunken in het geheim en zonder aan iemand verantwoording verschuldigd te zijn, noch aan de Regering, noch aan zijn eigen fractie binnen de meerderheid, noch aan zijn coalitiepartner, noch aan de oppositie, laat staan aan de kiezer.

Het staat natuurlijk de Minister van Financiën vrij om de inhoud van de circulaire in een wetsontwerp te gieten. Een ontwerp waarvan wij de besprekings in deze commissie alsook plenair, ernstig zullen voorbereiden. Zoals vroeger reeds beklemtoond gaat het hier immers om een belangrijke materie waartegenover een genuanceerd standpunt vereist is.

De manier waarop het probleem nu echter werd opgelost is zowel een aanfluiting van de Grondwet als een miskenning van de Wetgevende Kamers.

De circulaire vormt bovendien een opvangnet waar naar ons oordeel voor elke terechte toekennung van het voordeel twee of meer misbruiken toegelaten worden. De circulaire creëert dan ook een fiscale uitgave die in zijn huidige vorm onmiddellijk moet stopgezet worden.

Door in artikel 40 de werking van de circulaire slechts op te heffen met ingang van 1 januari 1984, geven wij de Minister en de administratie uiteindelijk nog tot eind dit jaar de kans om voor de inkomsten 1984 — aanslagjaar 1985 een wetsontwerp in te dienen, zodat voor de betrokken belastingplichtigen geen fiscaal vacuüm dient te ontstaan.

F. WILLOCKX.
L DETIEGE.
L TOBACK.

N° 33 DE Mme SMET ET DE MM. DUPRÉ,
DENYS, HENRION ET WAUTHY

Art. 36.

Remplacer le dernier alinéa par le texte suivant :

« Les plus-values ou moins-values ultérieures sont égales à la différence entre, d'une part, le prix de vente multiplié par le rapport entre, d'une part, le total des amortissements admissibles et la valeur d'acquisition ou de placement et, d'autre part, le total des amortissements admissibles diminués des amortissements déjà admis ».

JUSTIFICATION

Le texte du projet a pour effet que dans certains cas, la plus-value fiscale est supérieure à la plus-value comptable. C'est pour remédier à cette situation que nous proposons un nouveau texte.

N° 34 DE Mme SMET ET DE MM. DUPRÉ,
DENYS, HENRION ET WAUTHY

Art. 40.

Compléter cet article par un § 4 rédigé comme suit :

« § 4. En ce qui concerne les véhicules visés à l'article 48, § 3, premier alinéa, du même code tel qu'il a été modifié par l'article 36 de la présente loi et qui n'ont pas été amortis que partiellement jusqu'à et y compris l'année d'imposition 1984, la limitation prévue dans cette disposition est appliquée en des amortissements restant à effectuer ».

JUSTIFICATION

Pour lever toute équivoque, l'article 40 est complété par un § 4 qui prévoit que pour les véhicules acquis avant l'année d'imposition 1985 mais non encore amortis, la limitation prévue en matière d'amortissements sera appliquée proportionnellement en tenant compte des amortissements restant à effectuer.

Nr. 33 VAN Mevr. SMET EN VAN DE HEREN DUPRÉ,
DENYS, HENRION EN WAUTHY

Art. 36.

Het laatste lid vervangen door de volgende tekst :

« Latere meer- of minderwaarden zijn gelijk aan het verschil tussen, eensdeels, de verkoopprijs verminderd met de verhouding tussen de totale aanvaardbare afschrijvingen en de aanschaffings- of beleggingswaarde en, anderdeels, de totale aanvaardbare afschrijvingen verminderd met de reeds aanvaarde afschrijvingen ».

VERANTWOORDING

De tekst van het ontwerp heeft tot gevolg dat in bepaalde gevallen de fiscale meerwaarde hoger is dan de boekhoudkundige meerwaarde. Om hieraan te verhelpen wordt een nieuwe tekst voorgesteld.

Nr. 34 VAN Mevr. SMET EN VAN DE HEREN DUPRÉ,
DENYS, HENRION EN WAUTHY

Art. 40.

Dit artikel aanvullen met een § 4, luidend als volgt :

« § 4. Met betrekking tot de in artikel 48, § 3, eerste lid, van hetzelfde wetboek, zoals dat is gewijzigd bij artikel 36 van deze wet, bedoelde voertuigen die tot en met het aanslagjaar 1984 slechts gedeeltelijk zijn afgeschreven, wordt de in die bepaling gestelde beperking verhoudingsgewijs met de nog te verrichten afschrijvingen toegepast ».

VERANTWOORDING

Om alle twijfels uit te sluiten wordt artikel 40 aangevuld met een paragraaf 4 waarbij wordt bepaald dat voor voertuigen die voor het aanslagjaar 1985 werden aangeschaft doch nog niet zijn afgeschreven, de gestelde beperking inzake afschrijvingen zal worden toegepast.

M. SMET.
J. DUPRE.
A. DENYS.
R. HENRION.
E. WAUTHY.